

Les tensions du processus bolivarien

Le Venezuela après l'élection présidentielle du 7 octobre 2012 : nationalisme populaire, conquêtes sociales et capitalisme rentier

dimanche 16 décembre 2012, par [GAUDICHAUD Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2012).

Sommaire

- [Après le triomphe électoral du](#)
- [La force du bilan social \(...\)](#)
- [Limites et obstacles d'un](#)
- [Une opposition oligarchique](#)
- [Les paris d'un courant anticap](#)

Introduction :

Le 16 décembre 2013 auront lieu les élections régionales au Venezuela, nouveau scrutin test pour le camp bolivarien et le gouvernement vénézuélien ; ceci alors que le président Hugo Chávez vient d'annoncer au pays une nouvelle opération à Cuba, du fait d'un cancer semble-t-il très avancé et que les médecins de l'île n'ont pu soigner jusqu'à présent. Les dernières déclarations du leader sud-américain ont créé un grand émoi chez ses partisans, à l'échelle de tout le continent, tout en faisant apparaître une véritable mystique populaire dans certains quartiers de Caracas. Pour la première fois, H. Chávez a ostensiblement désigné un possible « successeur » pour conduire les destinées de la « révolution bolivarienne ». Le vice-président Nicolas Maduro (plutôt situé à la gauche du chavisme) a ainsi été présenté comme celui qui pourrait défendre les couleurs bolivariennes lors d'éventuelles élections anticipées, dues au retrait de la vie politique du président ou en cas de son décès, d'ici la fin de son nouveau mandat. Nous publions ici une analyse de conjoncture réalisée par notre rédacteur Franck Gaudichaud, pour la revue *Inprecor*, suite à un séjour à Caracas à l'occasion des élections présidentielles du mois d'octobre. Cette note s'accompagne d'un entretien, à plusieurs voix, avec la direction du courant anticapitaliste bolivarien Marea Socialista, disponible sur ESSF [1].

Après le triomphe électoral du président Hugo Chávez

Dimanche 7 octobre, Hugo Chávez fêtait sa troisième victoire à l'élection présidentielle, avec 55,1 % des suffrages, contre 44,3 % en faveur de son principal adversaire, le candidat néolibéral Henrique Capriles Radonski. La polarisation politique était telle que les 4 autres candidats en lice ont été littéralement balayés [2]. La popularité, la capacité de mobilisation et le leadership charismatique de

Chávez restent donc solidement démontrées, ancrés et majoritaires au sein de celles et ceux « d'en bas » ; ceci alors que la participation électorale a atteint des sommets en dépassant les 80% du corps électoral. La manifestation de centaines de milliers de personnes (peut-être plus d'un million !) qui ont occupé les rues de Caracas, le jeudi 4 octobre, a constitué une incontestable démonstration de vitalité de la « révolution bolivarienne » et aussi l'omniprésence du président au moment de soulever l'enthousiasme des foules. Ceci sous les auspices d'un slogan de campagne d'ailleurs passablement éloigné du socialisme : « *Chávez, cœur de la patrie !* ». On retrouve ici certainement la force du nationalisme populaire tel qu'il s'est incarné au Venezuela : celui d'un « césarisme » progressiste et anti-impérialiste (au sens de Gramsci) ou encore cette « raison populiste » post-néolibérale, décrite par Ernesto Laclau [3], qui a réussi à créer, à reconstituer par en haut et par en bas, une nouvelle communauté politique populaire au Venezuela, tout au long de cette dernière décennie. Pourtant, si ferveur il y a, elle n'est pas le fruit unique d'une quelconque « irrationalité » politique, comme on peut le lire régulièrement dans la presse dominante, ou d'une simple émergence plébéienne discursive.

La force du bilan social du bolivariisme

Cet appui populaire de masse existe aussi grâce au bilan social, bien réel et bien compris, du processus bolivarien :

« A la différence de ce qui se passait sous les gouvernements précédents, une grande part de la rente pétrolière a été utilisée pour financer la politique sociale. Les humbles (nombreux) qui crient "Viva Chávez !" se réfèrent sans doute aux millions de personnes qui, chaque jour, accourent dans les différents programmes — Mercal, Pdval, Bicentenario, Farmapatria — où ils peuvent acheter les produits de première nécessité à prix subventionnés. Les jeunes qui s'enthousiasment — "Chávez va gagner !" — songent d'évidence à la politique d'inclusion et d'éducation menée à tous les niveaux, aux livres et aux ordinateurs (les canaimitas) gratuits qui leur sont distribués. Les vieux qui se vêtent de t-shirts rouges, le font probablement parce que les 200 000 retraités touchant une pension à la fin de la IV^e république ont fait des petits et sont devenus 2 300 000 aujourd'hui. Quand les mères de familles parlent avec émotion du "comandante", c'est parce que les différentes "missions" mises en place leur ont donné accès à la santé, c'est parce que deux millions d'entre elles et de leurs proches bénéficient désormais du régime de la sécurité sociale. Que les mal-logés prennent parti n'a rien de surprenant non plus : la Grande mission logement Venezuela, certes trop tardivement créée, a bâti des dizaines de milliers d'habitations depuis sa naissance voici dix-huit mois » [4].

D'après la Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU (CEPAL), le Venezuela est le pays qui a connu la baisse de la pauvreté la plus spectaculaire en Amérique latine : entre 2002 et 2010, celle-ci passe de 48,6 % à 27,8 % et de 22,2 % à 10,7% en ce qui concerne l'extrême pauvreté. De plus, le pays possède désormais l'un des niveaux d'inégalités le plus faible de la région, ce qui n'est pas rien dans le continent le plus inégalitaire de la planète. Les changements sont donc bien palpables, bien loin des années néolibérales de la IV^e République (1958-1998). Il faudrait ajouter à cela la création d'espaces de participation populaire, notamment au travers des milliers de Conseils communaux ou des coopératives paysannes issues de la réforme agraire ; la récente réforme du code du travail, la plus progressiste du continent [5] ; la mise en place d'un des salaires minimums le plus élevé de la région ou encore le retour de la discussion sur la souveraineté du peuple, le socialisme et l'anti-capitalisme, bien au-delà des seules sphères militantes. Le programme de campagne de Chávez était d'ailleurs clairement orienté autour de ces questions stratégiques. L'élection de dimanche avait aussi un caractère géopolitique évident. Une défaite du candidat du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et de ses alliés du Grand Pôle patriotique (dont le Parti communiste vénézuélien) aurait fortement détérioré les rapports de classes continentaux, menaçant les

conquêtes sociales et démocratiques de la dernière décennie, mais aussi menacé la nouvelle autonomie relative du Sud face à l'impérialisme, la toute jeune Union des nations sud-américaines (UNASUR) et, surtout, mis à mal des projets novateurs, bien que encore balbutiants ou limités, tels que l'ALBA [6] ou la Banque du sud.

Limites et obstacles d'un processus national-populaire progressiste

Pourtant, cette nouvelle victoire électorale -très claire et indiscutable - ne saurait cacher les multiples problèmes non réglés depuis 13 années de pouvoir, les « dilemmes » et les intenses contradictions du processus bolivarien, au-delà des discours sur le « socialisme du XXI^e siècle » (dont on peine encore à voir ne serait-ce que les contours flous) [7]. Citons en quelques-uns parmi les plus criants :

- La corruption qui reste endémique, et à tous les niveaux institutionnels (en particulier au niveau des gouverneurs des États fédérés), au point que l'on peut parler d'un phénomène structurel et enkysté, héritage d'un État rentier et petro-dépendant qui n'a pas été transformé.
- La bureaucratie, l'inefficacité et la faible institutionnalisation des politiques publiques, le manque de productivité des entreprises étatiques, la valse permanente des responsables dans les ministères et, comme l'a reconnu et répété le président lui-même pendant la campagne « le manque de suivi des projets », notamment ceux destinés à améliorer l'accès à l'électricité, à diversifier le modèle productif ou encore à assurer la souveraineté alimentaire d'un pays qui importe encore plus de 75% de son alimentation.
- L'insécurité (surtout dans les villes) et l'ampleur de la criminalité, qui fait du Venezuela l'un des pays avec le plus fort taux d'homicides, par arme à feu légère, du continent (hors conflit armé) : une préoccupation et un calvaire quotidien pour les secteurs populaires, largement instrumentalisée par la droite et l'oligarchie, malgré certaines avancées réelles avec la récente réforme de la police et un début de prise en compte du phénomène.
- La faiblesse de la structuration du mouvement syndical, l'échec - et y compris la répression - d'expériences de contrôle ouvrier et de cogestion (tel à SIDOR ou Sanitarios Maracay) [8], la remise en cause de l'indépendance de la classe ouvrière, alimentée par la tentation permanente d'un contrôle par en haut du syndicalisme par l'exécutif, verticalisme renforcé dernièrement par les divisions internes et la crise de l'UNETE (Unión Nacional de Trabajadores de Venezuela) et la création (en 2011) de la CSBT (Central Socialista Bolivariana de los Trabajadores), inféodée au ministère du travail.
- La question de l'omniprésence de Hugo Chávez, parfois qualifiée « d'hyperprésidentialisme » et donc le niveau de personnalisation du pouvoir, dans un contexte - de plus - où le président est gravement malade d'un cancer et donc considérablement affaibli.
- Le maintien d'un modèle de développement (et d'un État) rentier issu de la paradoxale « malédiction » de l'abondance pétrolière [9] : un modèle non durable, essentiellement basé sur l'exploitation de cette ressource et une économie capitaliste mixte où plus de 70% du PIB reste dans les mains du secteur privé [10], alors qu'une caste - dénommée « boli-bourgeoisie » - s'enrichit à l'ombre de cette manne et d'une « droite endogène » au gouvernement, incarnée par quelques hommes forts (et richissimes), tel Diosdado Cabello (aujourd'hui président de l'Assemblée nationale).
- La politique extérieure, particulièrement celle au Moyen-Orient, où au nom d'une stratégie anti-impérialiste « campiste », Hugo Chávez a choisi de soutenir, contre vents et marées, plusieurs

gouvernements autocrates, voir sanguinaires, de la région : une stratégie renouvelée dès le lendemain de l'élection, quand le président dans une conférence de presse a tenu à renouveler son amitié à Bashar El Assad face aux « terroristes » et à l'OTAN.

Une opposition oligarchique rénovée

Cependant, et c'est ce que nous avons pu constater lors de notre séjour à Caracas durant les dernières élections, de plus en plus de voix et de collectifs issus du « chavisme critique » se font entendre pour renouveler leur appui conscient au processus (et à ses conquêtes) [11], tout en dénonçant sa stagnation et l'absence d'avancées dans bien des domaines, expliquant aussi que si une partie de l'électorat populaire a décidé de voter Capriles, c'est afin d'exprimer son mécontentement ou son désarroi. Comme le note Patrick Guillaudat :

« En regardant de près les résultats, la victoire est fragile, malgré le fait que Chávez ait gagné contre Capriles dans 22 des 24 états du pays. Entre les dernières présidentielles de 2006 et celles de 2012, Chávez a gagné 752976 voix pendant que l'opposition en gagnait 2175984, soit près de trois fois plus. Dans les quartiers populaires de Caracas (Petare, 23 de Enero, La Vega,...) le vote chaviste a baissé de 6 à 9 %. C'est le même mouvement dans les autres villes du pays. D'autre part, le décompte précis des voix de chaque candidat, réparties parti par parti, permet de voir que plus d'un cinquième des voix obtenues par Chávez se sont portées sur d'autres partis que le PSUV. [...] La défiance ou les critiques se sont aussi exprimées par un vote porté sur d'autres organisations que la PSUV, notamment le PCV. Dans les jours qui ont suivi l'élection, des signaux contradictoires ont été lancés. D'un côté, Chávez prône le dialogue et l'ouverture en direction de l'opposition. De l'autre côté, des militants du PSUV demandent une « rectification » dans le sens d'un approfondissement du processus » [12].

Il est également important de souligner que le panorama de l'opposition a largement évolué : on peut même affirmer, comme le marxiste Manuel Sutherland, que Capriles Radonski, candidat de l'oligarchie et de l'impérialisme, est d'une certaine manière un « perdant vainqueur » [13]. Le candidat de la MUD, (Mesa de la Unidad Democrática), vaste coalition d'une trentaine d'organisations (allant de groupuscules ex-maoïstes à l'extrême-droite), a réussi à s'imposer lors de primaires, y compris face aux grands partis historiques de « l'ancien régime » : COPEI (démocrate-chrétien) et Acción Democrática (social-démocrate). Trentenaire, issu de la grande bourgeoisie, dirigeant de Primero Justicia (nouveau parti créé en 2000 avec l'appui d'ultraconservateurs états-unis) et très actif durant le coup d'Etat de 2002, Capriles a largement réussi son pari : en imposant sa stratégie, il a aussi rajeuni et dynamisé l'image de l'opposition, réussi avec brio des meetings nombreux dans tout le pays. Ceci, loin de l'hystérie semi-fasciste des années antérieures, allant jusqu'à faire une campagne de propagande aux tonalités de centre-gauche, « humaniste », se disant proche de Lula et attaché au progrès social... tout en proposant en sous-main un programme violemment néolibéral [14]. Conclusion de Sutherland :

« Capriles Radonski a clairement donné l'impression d'être un rival qui se prépare à prendre le pouvoir à moyen terme (2018), à l'occasion d'un contexte électoral plus favorable, c'est-à-dire au moment où la détérioration de la popularité du charisme du fait de l'augmentation des problèmes que rencontre la société vénézuélienne (insécurité, coût de la vie élevé, chômage, etc.) sera déterminante. Si les tendances électorales actuelles continuent d'évoluer dans ces directions pour les deux camps, Capriles pourrait bien être le prochain et le plus néolibéral président du Venezuela ».

Les élections régionales (élections des gouverneurs et des parlements fédérés) de la mi-décembre

seront sans aucun doute un nouveau test pour le camp bolivarien. Et déjà un certain malaise se fait sentir au sein du chavisme militant, face aux candidats choisis, tous nommés par « en haut », et représentants la direction bureaucratique d'un PSUV toujours plus éloigné de sa base ou directement issus du pouvoir militaire qui entoure le Président. Par exemple, dans l'État de Bolivar, on retrouve Francisco Rangel Gómez qui aspire à une seconde réélection, alors qu'il s'était fait connaître en 2008 par son opposition féroce contre les ouvriers de SIDOR ou encore dans l'État de Lara, l'ex-gouverneur et militaire Luis Reyes Reyes, portera encore les couleurs bolivariennes, alors qu'il est accusé par de nombreux mouvements sociaux d'être responsable de violation des droits de l'homme par le passé.

Les paris d'un courant anticapitaliste bolivarien

Malgré tout, et malgré ce panorama ouvertement critique (qui nous semble indispensable au moment de savoir comment exprimer notre internationalisme aussi bien face à l'intense campagne médiatique antichaviste [15] que face aux oligarchies du sud comme du nord), le peuple bolivarien (et ses luttes) reste vivant, dynamique, rebelle, prêt à ruer dans les brancards. Le processus n'est donc pas mort, loin de là. Il suffit de parcourir les ranchos des grandes villes, les rues de Caracas, les usines de Ciudad Guyana ou l'intérieur du pays pour s'en rendre compte. Ce que le politologue et altermondialiste Edgardo Lander, a pu nommer un « *projet alternatif en tension* » reste ainsi une donnée centrale des coordonnées politiques du Venezuela actuel. Ce projet, traversé par une « *tension entre le contrôle par en haut et l'autonomie à la base* », s'est cristallisé autour de la notion médullaire de l'ensemble du discours politique bolivarien : *le peuple souverain* [16]. Et c'est précisément de ce dernier que dépendront les prochains mois. Selon l'éditorialiste de *La Jornada* Guillermo Almeyra :

« Ceux qui votent pour Chávez ne sont pas aveugles face aux problèmes de la corruption, du verticalisme, du bureaucratisme, de la direction militaire d'un processus qui exige, par contre, la plus large participation décisive de la population, la discussion ouverte des diverses options possibles pour résoudre les grands problèmes, le contrôle populaire des réalisations et des institutions gouvernementales ». Et il ajoute : « Au lieu de présenter une candidature indépendante et antichaviste, comme celle du syndicaliste combatif Orlando Chirino, séparant les socialistes des chavistes, la gauche révolutionnaire aurait dû travailler ensemble avec les chavistes partisans du socialisme pour renforcer l'auto-organisation des travailleurs et, après la défaite de la droite, livrer bataille dans de meilleures conditions contre le verticalisme et les bureaucrates-technocrates qui espèrent la disparition d'Hugo Chávez pour contrôler l'appareil d'Etat. Car les grandes batailles se livreront après le mois d'octobre ».

Cette option est partagée, notamment, par Marea Socialista, courant anti-capitaliste du PSUV, comme on peut le voir dans un entretien [17]. Durant la présidentielle, ces militants - fortement impliqués dans le mouvement syndical et une partie de la jeunesse - ont lancé une campagne autour des mots d'ordre « Le 7 octobre : Chávez président ; le 8 octobre : débarrasser la révolution de ses bureaucrates » « Pour un gouvernement du peuple travailleur sans capitalistes ! ». Ils s'étaient regroupés, en mai 2012, au sein de l'APR (Alianza Popular Revolucionaria) qui essaye de construire une mobilisation bolivarienne autonome, non inféodée aux structures de l'État ou du PSUV, aux côtés de l'organisation paysanne « Courant Révolutionnaire Bolivar et Zamora », le Mouvement des pobladores, l'Association Nationale des Medias Communautaires Libres et Alternatifs (ANMCLA), Surco (collectif d'éducation universitaire), des organisations féministes, etc. Face aux velléités d'une partie du gouvernement de conciliation avec l'opposition ou l'oligarchie, qui semble poindre ces dernières semaines, ces secteurs critiques soulignent que seules les luttes sociales et l'approfondissement des conquêtes démocratiques, des formes de participation autonome et un

contrôle sur l'économie comme sur le fonctionnement de l'État, la création de formes de pouvoir populaire réel, pourront donner un contenu concret aux appels au « socialisme du XXI^e siècle ». Et commencer ainsi à dépasser ainsi les obstacles et contradictions du processus bolivarien, sans pour autant permettre le retour des néolibéraux et des agents de Washington dans le pays. Il s'agit certainement de la dernière opportunité au sein de cette nouvelle séquence politique qui s'ouvre, après 13 ans de pouvoir. Or rien ne dit pour l'instant qu'elle soit la plus probable, loin de là, même si elle reste la plus souhaitable du point de vue des anti-néolibéraux conséquents et des anticapitalistes.

Franck Gaudichaud

P.-S.

* Article original sous le titre « Après le triomphe électoral du président Hugo Chávez » : Inprecor, n° 588/589, novembre-décembre 2012 :

<http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=1380>

* Mise à jour (introduction) :

<http://www.contretemps.eu/interventions/tensions-processus-bolivarien-nationalisme-populaire-conq-uetes-sociales-capitalisme-re>

Notes

[1] [Venezuela : entretien avec la Coordination nationale de Marea Socialista](#), ESSF (article 27290)

[2] Orlando Chirino, syndicaliste révolutionnaire, militant trotskyste et candidat de PSL (Parti Socialisme et Liberté), est resté enfermé dans une candidature de témoignage, obtenant 4140 votes (soit 0,02% des voix), sans réussir à mordre sur les franges de l'électorat populaire. Détails des résultats sur : www.eleccionesvenezuela.com/resultados-elecciones-venezuela.php.

[3] E. Laclau, La raison populiste, Seuil, Paris, 2008.

[4] M. Lemoine, « Venezuela : les électeurs ont « confisqué » la démocratie », www.monde-diplomatique.fr, octobre 2012.

[5] Puisqu'elle reconnaît le droit à la sécurité sociale pour les femmes au foyer et à leur compte, l'inamovibilité des femmes enceintes jusqu'à deux ans après la naissance, la réduction du temps de travail sans perte de salaire de 44 à 40 heures (et de 42 à 35h de nuit), la fin de la sous-traitance dans les 3 ans à venir, ou l'augmentation des peines pour les infractions à la législation du travail, notamment en cas de violation du droit de grève.

[6] Alliance Bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, alternative novatrice et intéressante, mais largement mise en sourdine depuis l'entrée du Venezuela au sein du MERCOSUR.

[7] F. Esteban, S. Brulez, « Le laboratoire du socialisme du XXI^e siècle cherche toujours la

formule qui marche », Inprecor, n° 564-565, août-septembre 2010. Lire également : P. Stefanoni, « El triunfo de Chávez y el socialismo petrolero », Viento Sur, octobre 2012, <http://vientosur.info/spip/spip.php?article7271> et Modesto Emilio Guerrero, 12 dilemas de la Revolución Bolivariana, Caracas, El Perro y la Rana, 2012.

[8] Modesto Emilio Guerrero décrit cependant la existence de 37 entreprises « sous contrôle ouvrier consolidé » (entretien avec Andrés Figueroa Cornejo, www.radiosur.org.ar, novembre 2012).

[9] Sur cette notion de malédiction de l'abondance des ressources naturelles et ses conséquences, voir : A. Acosta, La maldición de la abundancia, Quito, Abya Yala, 2010.

[10] Sur ces questions, voir les nombreux écrits de Víctor Álvarez, économiste et ex-ministre des Industries de base et des Mines : Venezuela : ¿Hacia dónde va el modelo productivo ?, Caracas, Centro Internacional Miranda, 2009.

[11] Des collectifs et militants y compris libertaires, tel Roland Denis, ont aussi appelé à voter Chávez, malgré leurs critiques, conscients du danger que représente Capriles et la MUD.

[12] Tout est à nous ! La Revue, décembre 2012. Voir également : P. Guillaudat et P. Mouterde, Hugo Chávez et la révolution bolivarienne, M Editeur, Québec, 2012.

[13] M. Sutherland, « Retour sur la victoire de Chávez : radicalité vs. conciliation droitière », Apporea.org, octobre 2012 (traduction en français disponible sur www.avanti4.be).

[14] Le sociologue français Romain Mingus (vivant à Caracas) a largement participé à dévoiler ce double jeu, lors de la campagne présidentielle : El Nuevo Paquetazo, www.comandocarabobo.org.ve/el-nuevo-paquetazo/.

[15] Voir l'édifiant dossier « Venezuela » d'ACRIMED à ce propos : www.acrimed.org/rubrique179.html.

[16] F. Gaudichaud, Entretien avec E. Lander, ContreTemps, janvier 2009. Disponible sur ESSF (article 12985), [Le processus bolivarien : un projet alternatif en tension ?](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article12985). <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article12985>

[17] <http://www.youtube.com/watch?v=5-4qoep5Dhk>